



**Consortium pour la Recherche
Economique et sociale**

SÉRIE DE DOCUMENTS DE RECHERCHE

**Les trajectoires d'emploi des jeunes au Sénégal :
entre "emplois faute de mieux" et projet professionnel**

**Aminata Sall
Benoit Tine**

Consortium pour la Recherche Economique et Sociale
Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji
Lot 1 et 2 - Pyrotechnique - Dakar, Sénégal
CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina
Tél : (221) 33 864 77 57 - (221) 33 864 73 98 - Fax : (221) 33 864 77 58
Email : cres_ucad@yahoo.fr / cres@cres-sn.org
Information : contact@cres-sn.org / Site Web : www.cres-sn.org

2015 / 71

**Les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal :
entre « emplois faute de mieux » et projet professionnel**

Benoît TINE

Enseignant-chercheur Département de sociologie
Université Assane Seck de Ziguinchor

Aminata SALL

PostDoctorante
Université Toulouse 1

(VERSION PROVISOIRE)

Résumé

Le Sénégal, à l'instar de beaucoup de pays du Sud, est caractérisé par un contexte socioéconomique morose qui apparaissant plus instable qu'incertain, voit la frange la plus jeune de sa population être touchée de plein fouet par le chômage et la précarité. En effet, les conditions d'accès à l'emploi des jeunes sont affectées par l'ampleur structurelle du chômage et le Sénégal semble aujourd'hui encore incapable de générer une économie émergente. Les centres d'appels et les institutions de microfinance (IMF) sont caractéristiques de cette crise. Si les premiers cités accueillent *en attendant* cette jeunesse désœuvrée, les IMF peuvent constituer une alternative. A travers ces deux terrains situés en région dakaroise, cet article décrit d'abord la réalité du travail qui voit arriver de plus en plus de jeunes diplômés, souvent peu employables et identifiés comme population à risques. Ensuite il fait un diagnostic en partant des maux qui ont pour noms : déphasage entre l'offre de formation et la demande du marché, clientélisme etc. Enfin, cet article mène une réflexion sur des solutions durables en liant par exemple le savoir au savoir-faire.

Mots-clefs : Emploi, jeunes, Sénégal, formation professionnelle, financement, centre d'appels, politiques publiques, chômage.

Abstract :

The trajectories of youth employments in Senegal: Between jobs for lack of anything better and professional project Senegal, Following the example of many countries of the South where the demographic transition has not occur yet, is known to face a very complex socio-economic context which seems uncertain, sees its youth population affected by the unemployment crisis. Actually, the ways to reach to youth employment are affected by the wide spread of unemployment and today Senegal is facing the incapacity to cope with sustainable economy. Call centers and micro finance institutions are witnesses of this crisis. If the call centers are giving a chance to this youth as a first alternative towards the unemployment, the micro finance institutions can be considered as a strong alternative. Through two different areas in Dakar city, this resume is drawing the picture of job realities analysis which tends to welcome more and more young graduate students, in most cases less likely job profiled and known as sensitive to risky fringe of the population, then it makes a diagnosis starting

Keyword : Employment, youth, Senegal, vocational training, funding, call center, public policy, unemployment.

Introduction

La problématique de l'emploi des jeunes se pose avec acuité dans beaucoup de pays du Sud, par ailleurs confrontés à une crise économique chronique. Au Sénégal, plus particulièrement, depuis plusieurs années, les mauvais choix de politiques publiques ont entraîné des problèmes d'insertion professionnelle de jeunes, réunis autour d'une association nommée RDES (Regroupement des diplômés sans emploi du Sénégal). La position de nouveaux entrants sur le marché du travail rend les jeunes plus que jamais vulnérables plus que toute autre catégorie générationnelle, parce que se situant aux avant-postes des mutations socio-économiques de nos sociétés. De même, dans l'ensemble des ressources stratégiques dont disposent les acteurs pour s'insérer sur le marché de l'emploi, l'orientation occupe une position de choix. En effet, l'inadéquation entre formation et emploi « disponible » est de plus en plus manifeste, entraînant non seulement un processus de déclassement *a minima*, mais aussi la multiplication « d'emplois faute de mieux » dans un secteur tertiaire privé qui emploierait « l'élite » du pays. A partir de deux études de cas : un centre d'appels et deux institutions de microfinance dans la région de Dakar, cet article entend analyser en profondeur l'insertion professionnelle des jeunes dans ces secteurs d'activités ainsi que leurs conditions de travail. La première partie traitera de la situation de l'emploi des jeunes au Sénégal. La deuxième partie analysera la difficile conciliation entre « former pour qualifier » et « qualifier pour s'insérer » et la troisième et dernière partie nous entrainera vers des alternatives telles que les formations professionnalisante et en alternance.

I- Situation de l'emploi des jeunes au Sénégal, une préoccupation des autorités publiques

L'emploi des jeunes au Sénégal est un enjeu majeur et ancien qui, notamment sous la pression des actualités sociales, politiques, démographiques et de la crise économique, devient un sujet préoccupant et fortement pris en considération par les politiques, les associations de jeunes, les ONG et les acteurs locaux. Historiquement, les différents Plans d'Ajustement Structurels (P.A.S) au Sénégal, et dans plusieurs pays africains, ont eu pour conséquence une réduction significative de la part de l'État dans le jeu économique. Dans ce contexte inédit, la situation qui a prévalu aux premières années des indépendances, avec l'incorporation de toutes les forces vives dans les structures et entreprises publiques, n'est plus possible (Makhtar Diouf, 1992). De nos jours, c'est le secteur public qui dynamise l'économie sénégalaise balbutiante,

avec pour régulateur l'État qui édicte les normes de ce jeu économique. L'État n'est plus le principal employeur certes, mais il a un rôle prééminent à jouer dans la définition et la mise en œuvre de politiques de l'emploi efficaces et pertinentes. Les crises socio-économiques, qui se sont succédées au Sénégal ces dernières décennies, ont contribué à l'accroissement du risque ambiant, ralentissant par conséquent l'investissement.

Au Sénégal, le chômage des jeunes dans la tranche d'âge de 15 à 34 ans, qui représente la moitié de la population, suit une croissance exponentielle depuis plusieurs années. Selon l'ANSD [projection 2010], la population potentiellement active, celle âgée de plus de 15 ans, représentait 7 299 000 personnes en 2010 contre 5 678 000 en 2002¹. Ces chômeurs sont concentrés en majorité dans la capitale sénégalaise et sa banlieue (18,59 %) quand on sait que la population urbaine sénégalaise représente 47,4 % de la population, qui croît au taux de 2,5 % par an. Le chômage variant entre 10 et 15 %, est très élevé entre la tranche d'âge 15 à 34 ans de la population. Le taux de sous-emploi visible serait de 15,2 % et le taux d'activité globale de 50 %. Dans ce contexte de relative urgence, des initiatives ont vu le jour afin d'optimiser les stratégies d'accès à l'emploi des jeunes.

Encadré méthodologique

L'entreprise que nous avons rebaptisé SN1, est un centre d'appels implanté à Dakar (Sénégal) en 2002 par des investisseurs sénégalais. Il s'est spécialisé dans l'émission, la réception d'appels et le back office. Il est aujourd'hui le premier recruteur privé local avec environ 1500 employés à Dakar. La moyenne d'âge est de 29 ans (source : notre enquête). Sa clientèle est principalement française, canadienne et ouest-africaine. SN1 embauche aussi bien des jeunes diplômés sortant de l'enseignement supérieur que des étudiants qui sont à la recherche d'une première expérience professionnelle et de revenus. Cette recherche doctorale fut menée entre 2007 et 2010. L'observation participante (en tant que téléconseiller) de 11 mois fut complétée par 37 entretiens non directifs et un questionnaire administré à 97 employés.

¹Les statistiques du chômage en Afrique ne tiennent pas compte des emplois précaires et du sous-emploi dans le secteur informel, emplois qui par ailleurs ne permettent pas de lutter véritablement contre la pauvreté. Selon un rapport de la Brookings Institution (2013), organisme de réflexion indépendant basé à Washington, « *Plus de 70% des jeunes africains trouvent du travail, mais pas à des rémunérations correctes et sans la possibilité de perfectionner leurs compétences ou d'avoir une certaine sécurité de l'emploi* ».

L'entreprise SN2 est une institution de microfinance implantée à Dakar depuis 2000 par des femmes chefs d'entreprises sénégalaises. La mission de la SN2 est de fournir des services financiers aux micros, petites et moyennes entreprises exclues du système bancaire classique, le transfert d'argent. La SN2 est aujourd'hui l'une des premières institutions de microfinance créée et gérée par des femmes. Elle est très médiatisée à travers d'importants financements qu'elle accorde aux jeunes entrepreneurs sénégalais. C'est une institution qui dispose un peu plus de 4000 membres et est présente dans toutes les grandes villes du Sénégal. Dans le secteur de la microfinance, la SN2 a été la première institution à fournir des prêts aux jeunes chômeurs et à appuyer les projets et entreprises de femmes. Sa clientèle est principalement féminine. En dehors de son rôle d'appui à la création d'activité génératrice de revenus, SN2 embauche également des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Nous avons été nous-même agent de crédit entre 2002 et 2004 avant de choisir cette entreprise comme terrain d'enquête lors de nos recherches doctorales entre 2008 et 2011. 118 personnes ont été interrogées et 15 entrepreneurs ont été suivis dans leurs activités génératrices de revenus.

Les actions d'appui à l'insertion et à l'emploi

L'insertion des jeunes dans l'emploi constitue une préoccupation déjà ancienne des autorités africaines. Dans les années 1990, de nombreux gouvernements ont à la fois mis en place des ministères de la jeunesse et des services publics pour l'emploi pour prendre en charge les chômeurs. Toutefois, la visibilité de ces actions orientées le plus souvent vers la formation professionnelle, était limitée dans la mesure où ces initiatives relevaient plus de programmes et de mesures ponctuels que de préoccupation politique. En 2009, la réunion des dirigeants africains qui s'est tenue à Addis-Abeba en Ethiopie sur le chômage des jeunes dans le continent a permis aux chefs d'Etat de mobiliser des ressources dont celles du secteur privé, en faveur de la promotion des jeunes. Leur plan d'action insistait sur la nécessité de lutter aussi bien contre le chômage que le sous-emploi.

Au Sénégal, l'offre d'emploi dans le secteur public s'est affaiblie progressivement au cours des vingt dernières années, laissant une grande place au secteur privé (NTIC, services financiers et secteur minier) qui représente aujourd'hui près de la moitié des emplois du secteur formel. Les secteurs d'activités tels que la vente, le petit commerce et l'agriculture, entre autres, considérés comme les domaines clés du secteur informel continuent de gagner une place importante et représentent plus de la moitié des emplois d'aujourd'hui.

L'un des nombreux défis que doit relever le Sénégal est de créer suffisamment d'emplois pour une population en croissance rapide. S'insérer au Sénégal exige une démarche volontaire et active pour valoriser ses capacités et faire face aux difficultés. Dans un contexte de pénurie d'emploi, de fortes inégalités et face à la multiplication et à la diversité des barrières à l'emploi, le gouvernement du Sénégal a mis en place au niveau national, depuis 2000, de nombreux programmes², dispositifs et structures spécifiques pour promouvoir l'accès à l'emploi et stimuler la création d'entreprises chez les jeunes. Ces programmes et dispositifs, focalisés pour la plupart sur un objectif d'emploi à atteindre, proposent des appuis spécialisés et conditionnés à un public précis, déterminé selon les critères de profils et de motivation. Plus ces dispositifs sont diversifiés et généralisés, plus ils offrent des possibilités d'orientation et d'accès à l'emploi et à la création d'entreprises. Au Sénégal, rares sont les dispositifs qui envisagent simultanément l'accompagnement des jeunes dans toutes les étapes de la recherche d'emploi (orientation, projet professionnel, financement de projet, etc).

En effet, pour doper davantage les jeunes, ces dispositifs ont été créés pour la mobilisation des jeunes pour des travaux d'utilité publique. C'est ainsi qu'au mois de juillet 2000 débutent des vacances de jeunes volontaires qui participent à des campagnes de reboisement, d'assainissement et d'alphabétisation. Ce programme appelé « vacances citoyennes³ » consistait à organiser des campagnes d'investissement humain pour appuyer les collectivités locales (Tandian, 2013, p. 553). Depuis plusieurs décennies, les régimes qui se sont succédés au Sénégal, ont été élus en partie sur la base de leurs promesses électorales en faveur de la jeunesse ; une jeunesse consciente et ambitieuse; très souvent tenue en otage par une classe politique incapable de proposer des solutions à l'emploi des jeunes. Toutefois, la multiplication pathologique des agences chargées de promouvoir et de gérer l'emploi des jeunes est contre-productive et retarde de fait, l'amélioration de l'emploi des jeunes. Les organisations de la société civile, les associations de jeunes diplômés (RDES) et les mouvements citoyens (Y'en marre) ont mis en place des actions cherchant à apporter des

²Parmi les nombreux programmes, nous avons l'Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes (ANJE), l'Unité de Coordination des Projets et Programmes visant à renforcer les capacités en Suivi-évaluation en matière d'emploi des jeunes, l'Agence Nationale et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME), le Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ).

³Les vacances citoyennes sont comme une stratégie de promotion de la participation des jeunes au développement. Il s'agit d'une vision de l'ancien président du Sénégal Abdoulaye Wade (2000-2012). La démarche de cette stratégie est basée sur le volontariat, les vacances citoyennes contribuent à l'élargissement de la critique de citoyens engagés, actifs et fiers d'œuvrer pour une nation en progrès.

réponses contextualisées à des problèmes d'emploi, en travaillant étroitement avec les populations.

Repenser les politiques de l'emploi et de l'insertion

Le contexte socio-économique du Sénégal ne permet pas à l'heure actuelle de faire baisser le taux de chômage chez les jeunes. Malgré les efforts des différents gouvernements en matière de promotion de l'emploi et de l'employabilité, avec des dispositifs qui n'étaient pas ancrés dans les réalités et dans les potentialités de développement économique, la problématique de l'emploi des jeunes est plus que jamais actuelle. Ces maux ont pour noms : un manque de complémentarité et de concertation entre les structures et institutions publiques en charge des questions d'emploi, du travail et de formation professionnelle, la faible maîtrise de l'information sur le marché du travail et de l'emploi, l'absence de couverture sociale dans le secteur informel, difficultés de financement des programmes d'emploi et inexistence d'un cadre d'intervention approprié des partenaires techniques et financiers. En outre, les dispositifs mis en place sont parfois relativement décontextualisés, certains programmes multilatéraux ou nationaux proposent parfois des outils non adaptés compte tenu de la difficulté à disposer des données statistiques régulières sur la situation socio-économique du Sénégal. Cette situation peut s'expliquer par plusieurs raisons. D'une part, le champ de l'insertion de l'emploi est peu durablement investi, et malgré son caractère prioritaire et urgent, il manque au Sénégal des études-diagnostic expérimentales en termes d'accès à l'emploi des jeunes. Ensuite, on observe un ralentissement des recrutements dans la fonction publique après une pointe observée au début des années 2000, une capacité de création d'emplois faible dans le secteur privé, une inexploitation du potentiel de création d'emplois des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables au niveau de l'économie informelle. Enfin, le rôle primordial de l'éducation et de la formation professionnelle, qui peuvent être source de création d'emplois productifs et durable ne sont pas toujours les priorités de l'Etat sénégalais.

Fondamentalement, il faut repenser les politiques de l'emploi au Sénégal avec une intervention plus accrue de l'État, des collectivités locales et des entreprises publiques et privées. Parallèlement à cela, l'entrepreneuriat doit être développé à l'échelle nationale, avec la mise en place de structures d'amorçage des projets générateurs de revenus avec l'appui des institutions de microfinance. Aussi, les pouvoirs publics doivent être en mesure de mettre en œuvre des politiques incitatives pour l'emploi des jeunes, sans oublier la mise en place

d'emplois d'un type nouveau en rapport avec la consolidation du lien social et le développement social et communautaire intégré. L'idée d'une création d'emplois d'utilité publique n'est pas à écarter, en ce sens que ces emplois pourraient permettre l'incorporation de milliers de jeunes dans des postes d'emplois au service de la communauté.

II- De « former pour qualifier » à « qualifier pour s'insérer »

Conçue par Gary Becker, prix Nobel d'économie en 1992, la théorie du capital humain repose sur une hypothèse : l'éducation est un investissement conduisant à accroître les capacités productives d'un individu. L'école constituerait un « gage de progrès et de justice sociale » (Duru-Bellat 2006, p. 7). L'éducation faciliterait l'insertion et la participation active dans la bonne marche de la société. Cette théorie a favorisé la diffusion de l'éducation au niveau mondial. En cela, les objectifs du millénaire pour le développement (OMD⁴) fixés par l'ONU en septembre 2000 mettent bien en exergue l'éducation primaire pour tous à l'orée 2015. Cependant, cette fuite en avant ne cherche-t-elle pas à esquiver la question cruciale de l'insertion professionnelle des jeunes ou alors n'est-elle pas révélatrice d'une crise beaucoup plus profonde, à savoir le combat contre le chômage endémique des jeunes ?

« L'éducation pour tous » comme leitmotiv

A l'échelle du Sénégal, au cours des dernières décennies, différentes politiques de promotion de l'éducation ont été menées. Celles-ci avaient pour objectif principal une démocratisation du système éducatif en offrant à tous les enfants les mêmes chances d'accès à l'éducation puis à l'emploi.

Ces différentes politiques avaient à cœur, d'une part, le respect du principe démocratique fondamental du droit à la connaissance et, d'autre part, la nécessité d'une scolarisation de masse. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), les dépenses publiques pour l'éducation doivent être portées à 6% du PIB. Au Sénégal, en 2010, ces dépenses représentaient une valeur de 385,056 milliards, soit 6,04% du PIB (ANSD 2011, p. 95).

⁴OMD : 1-Faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim ; 2-garantir à tous une éducation primaire ; 3-promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; 4-réduire la mortalité infantile ; 5-améliorer la santé maternelle ; 6-combattre le sida, le paludisme et autres maladies ; 7-assurer la durabilité des ressources environnementales ; 8-mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

De même, en 2011, le taux de scolarisation brut au primaire s'élevait à 93,9% avec un taux d'achèvement de 66,5% (ANSD 2011, p. 97). Une analyse minutieuse des données de l'ANSD (les seules disponibles) montre depuis quelques décennies une évolution positive des indicateurs de l'éducation sur les deux dernières années avec des effectifs augmentant à tous les niveaux.

C'est ainsi que des générations entières ont cru en l'école - qui s'est vue allouer la responsabilité de détecter, de cultiver et de sanctionner le mérite par des titres, passeport pour un emploi prestigieux - et obtenu des diplômes conséquents. Ils avaient misé sur l'école et sur la méritocratie enchantée ; l'essentiel étant d'aller à l'école dans le cadre du « toujours plus d'école » et d'obtenir un diplôme, coûte que coûte, quel qu'il soit.

Quid de la démocratisation qualitative

La situation du marché de l'emploi au Sénégal n'a jamais été aussi critique. Elle est confirmée par tous les indicateurs socio-économiques du Sénégal et aggravée par les mouvements sociaux qui défrayent la chronique en termes de manifestations fréquentes du Regroupement des diplômés sans emploi du Sénégal (RDES), de licenciements économiques et de fermetures d'usines.

Le contexte socio-économique semble ébranler la thèse qui veut que la massification et l'inflation scolaire qui s'en suit, soit un gage de progrès et de justice. « La bonne école⁵ », la « bonne filière », la « bonne formation » semble toujours être fonction de l'origine sociale et du capital économique de nos enquêtés, ce qui achève de transformer la massification tant vantée en une démocratisation ségrégative, voire en un mécanisme de reproduction sociale. Plus d'études pour tous ne veut pas dire les mêmes études pour tous. Le taux de chômage élevé au Sénégal serait aussi le résultat de cette vision égalisatrice « jusque-boutiste » et révèle les carences et le manque de vision globale des politiques en matière d'éducation nationale et d'enseignement supérieur.

⁵Lors d'une communication le professeur M. Tamba, sociologue à l'université de Dakar, notait une certaine discrimination dans l'accès à des formations valorisées « après avoir enseigné pendant cinq ans (1997 – 2002) dans deux EPES (établissements privés d'enseignement supérieur), nous avons observé que la majeure partie des étudiants vient d'origine sociale aisée (Avocats, Magistrats, Notaires, Huissiers, Ingénieurs, Chefs d'entreprises, Gros Commerçants, Cadres de l'Administration et du Privé, Médecins, Pharmaciens, Architectes, Professeurs, Officiers Supérieurs de l'Armée, de la Douane, de la Police et de la Gendarmerie, Banquiers et Assureurs. » <http://www.francophonie-durable.org/documents/colloque-ouaga-a2-tamba.pdf>. Page consultée le 12/11/2013, à 12h.

Parmi les catégories les plus exposées et les plus vulnérables de la population, apparaissent les jeunes. Ils sont confrontés à un sérieux problème d'insertion socioprofessionnelle. « L'emploi leur apporte un statut et donc une identité sociale ». [Paugam, 2000]. L'exclusion du marché du travail, révélateur d'une crise profonde de la société salariale, constituerait la source de tous leurs maux.

« Diplômé et bon à rien. J'ai un sentiment d'inutilité ». Moussa, 26 ans, mai 2009.

« On est là, assis du matin au soir, à ne rien faire pendant qu'ils (les politiques) nous abreuvent en promesses qu'ils ne tiendront jamais ». Daouda, 24 ans, décembre 2008.

Le contexte sénégalais apparaît plus qu'instable et incertain et les jeunes sont de plus en plus la frange la plus touchée, en somme, ils sont les nouveaux galériens, dans le sens de Dubet⁶ (1987). L'image d'une jeunesse fautive de trouble ou vécue comme une catégorie victime d'un système masque l'interrogation à faire de l'ensemble des changements économiques et sociaux dont est porteuse la jeunesse quand elle entre dans le marché du travail.

Les parents attendaient beaucoup de leur investissement la démocratisation scolaire qui s'avérera plus quantitative voire ségrégative que qualitative. La massification de l'enseignement, qui semble être du « déjà-là » ne s'est pas accompagnée de la démocratisation qualitative et infirme l'idée reçue selon laquelle : « les études, plus on en fait, mieux on se porte », sachant que la distribution des places et des emplois⁷ au Sénégal ne se fait pas forcément en fonction du mérite ; ce qui réduit encore considérablement les chances de se faire recruter.

Les différentes politiques éducatives ont donné lieu, ces dernières décennies, à un afflux croissant de diplômés sur le marché du travail. Il faudra en effet, aller toujours plus loin dans les études afin d'augmenter son employabilité. Cette aspiration à accéder aux emplois les plus qualifiés et les mieux rémunérés a, en effet, contribué à la prolongation des études et a sévèrement mis en crise les structures familiales traditionnelles et les temps sociaux. Cette stratégie qui consiste à prolonger le temps des études est sérieusement discutée par des

⁶« La galère, c'est d'abord l'expérience de ces jeunes dominés par l'incertitude, le flottement des projets, les longues périodes d'oisiveté entrecoupées de petits boulots, la délinquance présente et peu spectaculaire, le risque de destruction du sujet lui-même ». (Dubet, 1987).

⁷Nous développons dans nos recherches doctorales, des pratiques telles que le clientélisme, le gré à gré, le copinage, le « bras long », etc. Dans nos différents entretiens, des propos tenus par les acteurs font état de pratiques clientélistes et corruptives manifestes comme moyen d'accéder à l'emploi. D'une manière discursive, ils stigmatisent ces manières de faire tout en les généralisant à l'ensemble de la société sénégalaise.

sociologues de l'éducation, comme Duru-Bellat [2006, p. 71] qui « considère une formation longue comme un gaspillage si l'environnement professionnel n'exige pas d'y puiser sans cesse ».

Lier le savoir au savoir-faire : inadéquations entre emploi, formation et employabilité des jeunes

L'utilité de l'école et le principe du « tout éducatif » n'est pas à remettre en cause, ici, malgré les objectifs quantitatifs affichés mais bien la discordance qui existe entre le diplôme et l'emploi, entre la théorie et la pratique, entre les structures de formation et l'entreprise. Le diplôme ne devrait pas être une fin en soi.

Ce déphasage diplôme-emploi est lié d'abord à la mauvaise orientation qui marque l'attrait des jeunes écoliers pour les filières qui semblent « faciles », avec la complicité des adultes ou tout simplement leur ignorance. En ce sens, la concertation nationale sur l'enseignement supérieur qui s'est déroulée en mars-mai 2013 a pointé du doigt quelques maux dont souffre l'école sénégalaise comme le peu d'intérêt pour les disciplines scientifiques et techniques affiché par les élèves et étudiants. Notre propos n'est pas d'opposer de façon classique les filières entre elles ni de stigmatiser certaines mais plutôt dans le sens de former une jeunesse à des secteurs porteurs ou les débouchés sont réels et pérennes.

Le Sénégal disposait en 2010 de 127 établissements de l'enseignement supérieur (dont 117 établissements privés soit 92.1% avec un effectif de 21 162 étudiants c'est à dire 18.9% de la population estudiantine). Les établissements universitaires publics regroupaient à la même date 111 749 étudiants répartis dans les cinq universités⁸. L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) est à ce jour la seule qui puisse absorber les près de 20 000 nouveaux bacheliers par an.

Ainsi, malgré une massification qui amoindrit leur capacité d'accueil et limite leur taux d'encadrement (nombre d'enseignants rapporté au nombre d'étudiants), la Faculté des Lettres et Sciences humaines et la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'UCAD qui ont encore du mal à se réformer en vue de proposer des formations qualifiantes, accueillent à elles

⁸Il s'agit de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Université Gaston Berger de Saint Louis (UGB), Université de Thiès (UT), Université Alioune Diop de Bambey (UADB), Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ).

seules 59 % des effectifs étudiants et 75 % des bacheliers provenant des séries littéraires dont une bonne partie se verra en situation d'échec.

« Je sais que j'avais été mal orienté lorsque je faisais le lycée. Pourtant j'ai de bonnes capacités qui pouvaient faire que je réussisse dans des formations avec de réels débouchés. Pour moi, le centre d'appels c'est un gâchis. J'avais remarqué à un moment que je n'arriverai pas à avoir un travail dans mon domaine, mais je me suis entêtée pendant que mes camarades étaient allés faire de la formation. J'en veux aujourd'hui à mes enseignants et à mes proches instruits qui savaient et n'ont rien fait ». Fatou, 28 ans, téléconseiller, Juin 2007.

« 2000 étudiants en première année de droit, c'est tout simplement impossible », Jean, 29 ans, téléconseiller, Juin 2007.

« Moi, je voulais être orienté à la fac. C'était tout ce qui comptait pour moi. C'était pour moi, une grande réalisation. Je fus orienté en droit. Nous étions des milliers dans l'amphithéâtre. C'est après que je me suis rendu compte que la fac, n'était pas une fin en soi ». Ali, 30 ans, téléconseiller, Mai 2009.

Le centre d'appels emploierait l'élite du pays. On y trouve des doctorants, des ingénieurs et de jeunes docteurs, bref des diplômés de l'enseignement supérieur exerçant un métier sans qualification requise.

III- Vers une formation professionnalisante et en alternance

L'offre de formation au Sénégal attire des dizaines de milliers d'étudiants en quête d'une formation de qualité. Les offres et les établissements de formation n'auraient pas été aussi nombreux en l'absence d'une demande de nationaux de plus en plus forte mais aussi et surtout des étrangers en provenance de la sous-région (Ivoiriens, Mauritaniens, Guinéens, Maliens, Nigériens, Togolais et Béninois) mais également d'Afrique Centrale (Gabonais, Camerounais, Congolais, Tchadiens, Centrafricains), du Maghreb (Maroc, Tunisie) et d'Afrique Orientale (Djiboutiens, Comoriens, Malgaches, Mauriciens). Déjà depuis sa fondation en 1903, à Saint Louis du Sénégal, l'Ecole Normale William Ponty était une école prestigieuse ayant formée la jeune intelligentsia africaine (instituteurs, médecins et cadres ouest africains etc.).

L'offre de formation au Sénégal est de qualité, ce qui fait son attractivité et son rayonnement à travers l'Afrique. Qui oserait s'élever contre cette conviction serait aussitôt pris pour un

démagogue. C'est pourtant ce dogme que l'on voudrait aussi discuter ici, quitte à bousculer quelques préjugés et à lever certains tabous. L'offre de formation aujourd'hui est à pointer du doigt. L'éducation nationale et l'enseignement supérieur n'ont pas su diversifier leurs offres pour s'adapter à la mondialisation. Les personnes rencontrées dans le cadre de nos entretiens clouent au pilori toutes ces instances qui n'ont pas su leur ouvrir les yeux, à temps. En résumé, si elles avaient été bien orientées, elles ne se seraient pas retrouvées dans cette impasse.

On est pourtant en droit d'attendre d'eux, des formations en rapport avec les besoins des entreprises. Les uns n'ont pas su faire leur introspection en dormant sur leurs lauriers acquis avec les indépendances et les autres mus par des plus-values financières. L'objectif longtermes affiché de la massification a relégué au second plan le vrai challenge, à savoir, articuler véritablement formation et emploi.

L'Etat du Sénégal a élaboré en 2010, la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) qui couvre la période 2011-2015, en vue de créer près de 730 000 emplois modernes, productifs, stables et incitatifs. La NPNE est une réponse à la « Déclaration de Ouagadougou », une des résolutions du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de l'Union africaine qui s'est tenu les 8 et 9 septembre 2004 à Ouagadougou et qui invitait les pays membres à mettre l'emploi et la lutte contre la pauvreté au centre de leurs politiques de développement.

Des enseignements n'ont pas été tirés des échecs passés et il est encore étonnant, au jour d'aujourd'hui, de remarquer que dans la NPNE, cette question vitale ne figure qu'en quatrième position⁹ sur un total de cinq [ANSD 2011, p. 99].

Le bilan de cinquante années de politiques d'insertion laisse perplexe malgré l'ambition affichée dans la Constitution¹⁰. Ces politiques n'ont pas véritablement réussi à mordre sur le chômage des jeunes qui demeure invariablement le double de la moyenne des actifs et constitue la raison principale des vagues migratoires visant à gagner l'Europe à tout prix, le fameux *Barça ou Barsac* développé par Serge Daniel [2008].

Le diplôme ne permet plus d'occuper un emploi. Serait-il devenu une monnaie de singe ? Consécutivement, les conditions d'accès à l'emploi des débutants sont affectées par l'ampleur

⁹Stratégie 4 : Amélioration et développement des relations entre la formation et l'emploi dans les secteurs économiques (adéquation emploi formation et employabilité des jeunes).

¹⁰Constitution du Sénégal : article 24 : « Chacun a le droit de travailler et le droit de prétendre à un emploi ». <http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Senegal.pdf> . Page consultée le 13/11/2013 à 13h.

structurelle du chômage et son caractère très sélectif, car en effet, dans ce contexte sénégalais, en l'absence de parents, d'amis, de camarades etc., on a moins de chance de se voir recruter. « Quand le lien entre le diplôme et l'emploi se distend, le capital social, les relations et l'entregent jouent un rôle grandissant dans l'accès aux contrats d'apprentissages, aux stages, aux entretiens d'embauches », [Dubet et Duru-Bellat, 2000].

Les établissements ne feraient-elles pas mieux de construire une offre de formation professionnelle à partir de l'analyse de besoins des acteurs économiques (entreprises privées, industrie ...) et des situations de travail ?

Des initiatives allant dans le sens de la création de licences professionnelles ou même d'école de formation professionnelle et technique comme le Centre de formation Sénégal-Japon (CFPT) de Dakar, le Centre de Formation aux Métiers du Bâtiment et des Travaux Publics (CFBTP) de Diamniadio, visant à répondre aux besoins importants de ces différents secteurs sont à encourager.

Tous les pays qui ont mis en place des formations professionnelles ou en alternance ont vu leur taux d'insertion professionnelle des jeunes augmenter. Elle s'avère plus facile et le chômage des jeunes par rapport aux adultes est moins élevé¹¹.

De même la mise à disposition d'informations centralisées sur le marché de l'emploi et du travail au Sénégal serait une grande avancée dans la lutte contre le chômage surtout chez les jeunes.

Tentatives individuelles et/ou collectives des jeunes pour faire face au chômage.

Un emploi à minima, en attendant...

La mise à l'écart du marché de l'emploi engage l'individu dans un processus qui peut le conduire à la désaffiliation sociale et que l'Etat, en tant que filet de sécurité, se devrait de contenir. Or, si ce dernier n'y parvient pas (ou plus), les individus doivent s'organiser sans lui (ou contre lui) et élaborer des stratégies à même de contourner (sciemment ou non) les réglementations imposées par l'économie néolibérale et ses effets pervers.

¹¹En attestent de nombreux rapports européens ; voir par exemple Markus Gangl, *Education and Labour Market Entry*, Mannheim, MZES, 2000. En France, à diplôme égal, les jeunes passés par l'apprentissage s'insèrent mieux que les jeunes sortant des établissements professionnels ; voir Véronique Simmonet et Valérie Ulrich, « la formation professionnelle et l'insertion sur le marché du travail », *Economie et Statistique*, 2000, N° 337-338, pp81-95.

Le centre d'appels est caractéristique de cette crise de l'emploi et semble être la seule alternative. Il demeure l'une des rares branches à recruter mais aussi, comme un secteur en clair-obscur, il s'érige en une machine à déchanter et à semer le désamour entre l'entreprise et une jeunesse située dans l'antichambre de la vie active et déjà malmenée, comme en témoigne ces deux extraits d'entretiens :

« Au départ, j'ai cru que ma maîtrise allait m'être utile. Tu parles ! De tout ce que j'ai pu apprendre, vissée à ma place de la bibliothèque universitaire, première assise et dernière levée de la journée, sur la macro et sur la microéconomie, sur les calculs statistiques et leur traduction en diagrammes, sur la théorie du marketing et la segmentation des marchés, rien, en fait, ne m'aura servi. D'ailleurs au bout de trois jours, j'ai failli craquer. Le centre d'appels ne me paraissait plus ce lieu idyllique où j'allais m'épanouir sur un plan professionnel. J'étais fait pour vendre de l'eau à des ânes qui n'ont pas soif ? N'étais-je pas en train de renier tout ce que mes études m'avaient appris sur la société et sur l'intelligence des marchés ? »
Nafissatou, 27 ans, téléconseillère, janvier 2009.

« Le centre d'appels finalement n'était plus pour moi ce lieu idyllique, tant rêvé par cette jeunesse sénégalaise. La joie éphémère d'avoir trouvé du travail fit vite place au désenchantement. Le centre d'appels devenait de plus en plus un ogre qui nous mangeait petit à petit, qui nous tue à petit feu. » Cheikh, téléconseiller, 23 ans, mai 2009.

Dans l'ensemble, les personnes que nous avons rencontrées à SN1 comme à SN2, nous décrivent leur entrée dans ces structures précitées comme un pis-aller, rarement comme un choix définitif et positif mais plutôt par défaut. Des téléconseillers et des agents de crédit, diplômés, se font recruter dans ces secteurs d'activités à défaut d'être dans l'oisiveté. Dotés d'un important capital scolaire, ils se voient contraints de réviser leur ambitions à la baisse, dans un secteur où la barrière d'entrée est faible : savoir lire, écrire et parler un français sans accent, mais où paradoxalement le Baccalauréat continue à être exigé.

« Après la soutenance de mon mémoire d'économie, je fis comme tout le monde. J'envoyais des candidatures à une dizaine de sociétés de la place, sans états d'âme. J'ai déposé moi-même le dossier au niveau de l'accueil de ces entreprises. Mais il n'y avait que le centre d'appels qui m'a répondu. C'est comme sans que j'y suis allé, sans conviction, car c'était en attendant », Philippe, 29 ans, téléconseiller, mai 2009.

Ce recours occasionnel ou temporaire à ces emplois non qualifiés, synonyme de déclassement¹² par ailleurs, explique une bonne partie du turn-over que l'on peut remarquer dans ce secteur de la relation clientèle. Très gourmand en main d'œuvre, peu attractif au vue d'un rapport au travail négatif [Tine, 2011].

Cette jeunesse diplômée est obligée de multiplier les petits boulots, les « jobs alimentaires », ou encore d'allonger les études « en attendant de trouver mieux ». Cet allongement en effet caractérise cette jeunesse [Galland, 2000]. Il est lié à la désynchronisation des seuils d'entrée dans la vie adulte. Cette transition a fini de consacrer cette jeunesse qui « galère » dans sa quête d'une place dans la société. La jeunesse n'est plus finalement un âge, succédant au rite d'initiation ou au « bois-sacré¹³ » mais une étape qui caractérise deux moments clés de la vie : double passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à la famille de procréation » [Mauger 1994, p. 23]. Si cette phase biologique et sociale s'étire, ce n'est guère par le fait de valeurs nouvelles mais bien par une entrée difficile dans le marché de l'emploi et ses effets en cascade sur d'autres temps sociaux.

Dans un contexte macroéconomique où les chômeurs diplômés abondent, ces jeunes souhaitent pouvoir construire une vie familiale et accéder à un crédit bancaire pour ne citer que ces deux éléments. Or ce travail en miettes dans le secteur des services au Sénégal n'est pas toujours synonyme de stabilité : « c'est du provisoire qui dure ». Cette connotation péjorative liée à la nature de leur travail obstrue leur insertion dans la vie active, du moins la retarde.

Le caractère fugace de ces emplois ne permet pas d'installer les opérateurs dans un savoir professionnel de longue durée, un savoir qu'ils ne pourront que très peu exploiter et investir dans d'autres expériences. Téléconseiller est synonyme d'abord de provisoire, de « job étudiant ». « C'est un job, pas un métier », nous dit Diminga, téléconseillère. « On le fait en attendant de trouver autre chose, parce que ce n'est pas facile pour nous », Sokhna, téléconseillère.

¹² Le déclassement étant entendu ici comme la situation qui caractérise un individu dont le niveau de formation dépasse celui normalement requis pour l'emploi occupé. On parle également de sur-qualification (Canada) ou de suréducation (*overeducation*) (Etats-Unis).

¹³ Appelé aussi « *bukut* », *Le bois sacré* en pays Joola est la cérémonie ultime d'initiation d'un jeune Djola à la sortie de laquelle, il acquiert une maturité et devient homme, décideur et responsable au même titre que tous les chefs de foyer de sa concession. Pour plus d'infos : <http://www.au-senegal.com/Bukut-ou-bois-sacre,2878.html>

Comme beaucoup de ses collègues téléconseillères, elle travaille en attendant de trouver un emploi dans son domaine de compétences. Elle s'est installée dans une carrière temporaire et plate qui risque de perdurer. Du provisoire qui dure, « cinq ans », « sept ans » comme deux des téléconseillers rencontrés, pour qui, au départ, il n'était question que de rester quelques mois. En effet, avec le temps, certains sont restés, « faute de mieux », toujours « en attendant » sans par contre remettre en cause leurs ambitions sans cesse différées mais toujours d'actualité.

Des figures de la débrouille : le micro crédit comme source de création d'emplois

« Après mon DEA en géographie à l'université de Dakar, j'ai passé deux ans à préparer les concours que je n'ai pas malheureusement réussi. Avant de devenir membre dans cette IMF, il m'était difficile de trouver du travail, j'ai déposé pour vous dire réellement 558 candidatures dans les entreprises privées et publiques qui n'ont pas abouti sur un emploi. Au bout d'un moment, j'ai même regretté d'avoir déposé ces candidatures car elles m'ont coûté beaucoup d'argent, il faut imprimer, acheter des enveloppes et payer le transport. Je me suis sentie frustrée au bout d'un moment et j'ai pris mon courage à deux mains en allant chercher un job alimentaire dans un bar en tant que serveuse. J'y ai travaillé durant 18 mois comme serveuse. Avec les économies que j'ai pu me faire, j'ai réussi à trouver un financement de 250 000 f CFA qui m'ont permis de démarrer une activité de poulailler et de vente de poulets de chair. Mon premier client a été le bar où j'ai travaillé comme serveuse et aujourd'hui je travaille avec trois autres restaurants. Je gère une petite entreprise et je fais travailler quatre personnes » (Oulèye 38 ans).

Le financement des IMF représente la principale source de capital des commerçants et des entrepreneurs sénégalais. Depuis une dizaine d'année, le microcrédit est devenu un outil financier et s'inscrit dans les processus modernes de financement. C'est un moyen d'accumulation orienté à des fins productives et individuelles : démarrage d'une activité marchande ou artisanale, commande de marchandises pour alimenter un commerce, fonds permettant d'exporter des produits. On est bien loin des crédits dont la finalité est de financer des biens de consommation. Ces institutions de microfinance sont le fruit d'une mutation à la fois interne (mode de fonctionnement) et externe (rapport avec les institutions formelles) [Sall, 2012, p. 118]. La logique individuelle a pris le pas sur la logique collective : la mise en commun des ressources d'un groupe au profit d'une seule personne, va permettre de lancer une entreprise individuelle génératrice de revenus et d'emplois. Le cas d'Oulèye est

parfaitement illustratif. Elle a pu monter une micro entreprise grâce aux financements des IMF. Son job alimentaire comme elle le surnomme, lui a permis de faire des économies et de bénéficier d'un financement. Ces petits boulots jouent un rôle non négligeable pour la survie des jeunes. Ces activités de survie illustrent parfaitement la capacité entrepreneuriale des jeunes diplômés chômeurs afin d'échapper à leur désœuvrement. Ces activités leur permettent de mobiliser un capital économique, aussi modeste soit-il et de se construire une épargne. Dans les IMF, l'épargne est obligatoire si l'on aspire à un financement important. Ces femmes, exclues des structures habituelles étatiques et capitalistes, cherchent des moyens alternatifs de trouver un boulot à la hauteur de leurs compétences. Grâce aux financements que proposent les structures, les jeunes initient des activités génératrices de revenus et d'emplois. Des activités informelles qui mettent l'accent sur le développement d'activités économiques sur un territoire.

Après l'échec des programmes d'ajustement structurel, qui ont fait croître le taux de chômage au Sénégal, le secteur informel est devenu une « éponge à emploi » [Lautier, 1994]. Grâce à ses qualités de créativité, de dynamisme et de flexibilité, il devient un outil d'adaptation aux politiques d'ajustement structurel. Les jeunes ont trouvé à travers le microcrédit un moyen de développer des activités génératrices de revenus dans l'économie informelle, un financement qui privilégie le renforcement des *capabilities*¹⁴ [1994, p. 35]

« Je suis dans le commerce depuis que j'ai fini ma licence en philosophie à l'université de Dakar. Juste après ma licence, je voulais travailler car j'avais déjà 25 ans et je ne voyais pas mon avenir à l'université. Après plusieurs tentatives de concours dans l'enseignement secondaire, j'ai abandonné. Le commerce, je l'ai dans le « sang » et j'ai grandi dans ce milieu.... Cela fait 5 ans que je gère mes propres activités. Aujourd'hui, j'ai trois boutiques. En fait, j'avais une boutique de produits exotiques et par le biais des financements de la mutuelle, j'ai réussi à développer mes activités. Je fais travailler sept personnes. Nous évoluons dans le secteur informel. On se débrouille comme on peut. Le fait de pouvoir travailler, se nourrir et faire nourrir le maximum de personnes est déjà une victoire et un pas vers la lutte contre le chômage des jeunes. Je sens la joie de vivre de mes employés. Le fait de

¹⁴Concept inventé par A. Sen pour définir la capacité des individus à utiliser les ressources mises à leurs dispositions pour accroître leur liberté. Selon lui, c'est la principale raison du développement humain. *Capabilities* en français, c'est-à-dire que toute personne doit disposer des capacités à pouvoir mener une vie digne et sensée.

travailler et de se dire que j'aurai un salaire, c'est un réconfort car le chômage est un gros problème au Sénégal. Je fais travailler des personnes pour diminuer le chômage, Je paie les patentes – c'est déjà beaucoup pour nous. L'informel me convient. Je fais tout avec. » (Bocar, 40 ans).

Il ressort de ces propos que les personnes évoluant dans le commerce sont, pour la plupart dans le secteur informel. Elles ne pensent pas à formaliser leurs activités. Pourtant, ce sont ces activités qui permettent à la quasi-totalité de la population de subvenir à leurs besoins. Leurs activités s'adaptent aux logiques des marchés et aux apparitions de nouvelles activités pour répondre aux nouveaux besoins. L'activité informelle relève autant de la « débrouille » que de l'adaptation aux logiques économiques dans les pays du tiers-monde. Elle est ainsi affirmée comme un mode de survie et un élément de vitalité de l'économie. On associe souvent « une image d'archaïsme et de faible dynamisme » à l'informel, nous disait Lautier [1994, p. 16]. La plupart des entrepreneurs développent des activités informelles très rentables, qui conservent toutefois le statut d'informel car elles ne relèvent d'aucune législation. Ce secteur est vu comme une source potentielle de petites commerçantes/entrepreneures qu'il faut encourager par des politiques de financements appropriés, ce qui en fait un secteur cible pour le microcrédit. Par ailleurs, les crédits octroyés « permettent de régler partiellement le problème de la formalisation du secteur informel, puisque l'octroi de crédits suppose bien sûr un enregistrement quelque part, et des garanties, le développement d'une couche de petits entrepreneurs qui embaucheront ». (ibid. p. 17). Mais comment se débrouiller ? Si l'on repart de l'extrait cité, qui rejoint en cela quantité d'autres discours entendus, l'enjeu principal semble être le fait de sortir de la précarité, du chômage collectif, de pouvoir se nourrir et faire nourrir sa famille. Cette « victoire » dont me parle Bocar, c'est de s'extirper de la masse de ceux « qui n'ont pas de travail », et qui ainsi « n'arrivent pas à vivre convenablement » dans un contexte où le chômage touche 49 % de la population sénégalaise [ANSD, 2010]. Mais « se débrouiller » signifie aussi pouvoir manger, trouver « une imagination au service de la conjoncture » à travers la solidarité des plus nantis.

Conclusion

L'industrie de la relation clientèle à travers SN1 et l'institution de microfinance, à savoir SN2 nous ont permis de cerner l'emploi chez les jeunes au Sénégal. En effet, Les problèmes de chômage et de sous-emploi aggravés par la complexité du marché du travail, ont amené l'Etat sénégalais à mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives notamment, en 1998, la politique

nationale de l'emploi qui a permis de définir les objectifs globaux sectoriels. Cette politique rencontra des limites d'où l'élaboration de certaines perspectives.

Même si des efforts ont été consentis en matière d'emploi, notamment dans l'encadrement des jeunes avec la multiplication de structures, les résultats restent mitigés. Certes, le contexte particulier marqué par une crise économique chronique, l'accentuation de la dette intérieure et l'aboutissement de certains grands projets n'a pas plaidé en faveur de la résorption du chômage, mais une certaine rigueur dans la gestion des différentes stratégies, une offre de formation répondant à la demande du marché et une continuité de l'Etat simplifieraient considérablement cette lancinante question qu'est l'emploi, première préoccupation des jeunes sénégalais.

Bibliographie

Bureau International du Travail (BIT) [2007], *Programme pays et promotion du travail décent au Sénégal 2012-201*, 2007, 27 p.
<http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/download/senegal.pdf> (page consultée le 13 novembre 2013)

Daniel S. [2008]. *Les Routes clandestines*, Paris, Hachette, 279 p.

Diouf M. [1992], « La crise de l'ajustement », *Politiques Africaines*, n°45, p. 62-85

Direction de la Prévision et de la Statistique [2004], *Le marché de l'emploi à Dakar : L'emploi, le chômage et les conditions dans l'agglomération dakaroise*, Résultats de la phase 1 de l'enquête 1-2-3 de 2002, 43 p. :
http://www.ansd.sn/publications/rapports_enquetes_etudes/enquetes/Enquete123_Phase1.pdf
(Page consultée le 18 novembre 2013)

Dubé F. [1987], *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 503 p.

Dubé F., Duru-Bellat M. [2000]. *L'hypocrisie scolaire*. Paris : Seuil, 240 p.

Duru-Bellat M. [2006]. *L'inflation scolaire, les désillusions de la méritocratie*. Paris : Seuil, 106 p.

Galland O. [2000]. *Sociologie de la jeunesse*. Paris, Armand Collin, coll. U., 247 p.

Lautier B. [2004], *L'économie informelle dans le tiers monde*, 2^eed., Paris, La Découverte « Repères », 128 p.

Mauger G. [1994], « unité et diversité de la jeunesse », dans Mauger G., R. Bendit et C. Von Wolffersdorff (dir), *jeunesse et sociétés. Perspectives de la recherche en France et en Allemagne*, Paris, A. Colin. Pp. 21-49.

Paugam S. [2000]. *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Le lien Social, Série « Documents d'enquête », 437 p.

Agence Nationale De la Statistique et de la Démographie (ANSD) [2011], *Situation socio-économique du Sénégal en 2011*, février 2013, 344 p. + annexes : http://www.ansd.sn/publications/annuelles/SES_2011_def.pdf (page consultée le 11 novembre 2013).

Tandian A. [2013], « L'an 2000 : un rendez-vous crucial pour la jeunesse sénégalaise ? Entre espoirs et désillusion » in Diop M. C. (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Cres-Karthala, pp. 547-567

Sall A. [2012], *Les stratégies et initiatives des femmes dans le secteur de la microfinance : le cas du Sénégal*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Descartes, 458p.

Tine B. [2011], « Centre d'appels délocalisés : une fabrique de français ? L'exemple du Sénégal » in *New cultural Frontiers*, vol.2/2011, pp 43-61.